



Le dimanche 19 janvier 2014

Les maires de France renouvellent leur soutien au camp *Liberty*

Le 19 janvier 2014- A l'occasion d'une cérémonie à Auvers-sur-Oise en présence de nombreux maires et élus, le Comité des maires de France en défense d'Achraf et de Liberty, a remis à Maryam Radjavi, la présidente élue du Conseil national de la Résistance iranienne, le soutien de 14.000 maires et élus de villes et communes de toutes les régions de France, qui condamnent avec vigueur les massacres dans les camps d'Achraf et Liberty en Irak de membres de l'opposition iranienne.



Le Comité des maires de France en défense d'Achraf signale que parmi les maires et élus qui ont apporté leur soutien aux résistants iraniens à Achraf depuis que ces massacres par

les forces irakiennes ont commencé, on trouve notamment des maires d'une quarantaine de grandes villes de France, 15 présidents de régions, plus de 50 présidents de conseil général, 306 députés, 98 anciens députés, 122 sénateurs et 22 anciens sénateurs.

Fort du soutien de ces 14.000 maires et élus, dans un appel que le Comité des maires de France en soutien d'Achraf adresse à cette occasion au gouvernement, il précise :

Le 1er septembre 2013, les forces irakiennes à la demande de Téhéran, ont attaqué le camp d'Achraf en Irak qui abritait des membres de l'opposition iranienne. Cet assaut sanglant, contre une population sans défense, a abouti au massacre de 52 personnes, blessés et personnel médical compris, tous achevés d'une balle dans la tête, ainsi qu'au rapt de 7 réfugiés du camp (dont 6 femmes).

Cet appel poursuit :

Simultanément avec les déclarations des parlementaires et des intellectuels en France, nous appelons le gouvernement français et par son intermédiaire, l'Union européenne et les Nations Unies, à agir d'urgence pour :

- Faire libérer les 7 otages iraniens détenus par les forces irakiennes ;
- Faire ouvrir une enquête indépendante et urgente par l'ONU sur le massacre du 1er septembre afin de traduire les responsables en justice ;
- Faire protéger les 3000 membres de l'opposition iranienne réfugiés au camp Liberty en Irak en leur assurant des mesures minimales de sécurité ;

« Sous la pression du gouvernement irakien, les résidents d'Achraf ont été transférés dans le camp Liberty près de Bagdad que des experts de l'ONU pour les détentions arbitraires, considèrent une prison à ciel ouvert. Le camp Liberty a été touché à quatre reprises l'année dernière par des attaques à la roquette. La dernière attaque le 26 décembre a tué quatre habitants », poursuit le communiqué du comité signé par son président Maurice Boscavert, maire de Taverny.



Parlement européen: répétition du carnage contre les opposants iraniens ?

Le 15 janvier 2014- Dans une lettre adressée à Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'ONU, Struan Stevenson, Président de la délégation du Parlement européen pour les relations avec l'Irak, a appelé à empêcher la répétition d'une catastrophe au camp Liberty, où vivent 3000 opposants iraniens, en Irak.

Voici des extraits de cette lettre :

« Je veux souligner que tous les habitants du camp Liberty sont considérés par l'ONU comme des réfugiés. Par conséquent, ils doivent être protégés par l'ONU. Ces cinq dernières années, lors des nombreuses attaques des forces irakiennes, commises à la demande du régime iranien, 132 d'entre eux ont été tués et près de 1400 blessés. Il s'agit d'un crime. »



Il est grand temps que l'ONU et le Conseil de sécurité assument leurs responsabilités. Tous les signes montrent que l'attaque du 26 décembre est la première d'une nouvelle série du gouvernement irakien et du régime iranien qui - en profitant de la situation chaotique en Irak - veulent exterminer les habitants du camp Liberty.

J'appelle à une action urgente de votre part et à porter davantage d'attention sur les demandes légitimes des habitants du camp Liberty :

- La libération des 7 otages enlevés le 1er septembre 2013 au camp d'Achraf,
- La mise en œuvre des mesures de sécurité urgentes à Liberty,
- L'installation au camp Liberty d'une équipe permanente d'observateurs de l'ONU assistés de casques bleus,
- Une enquête de l'ONU sur le massacre du 1er septembre 2013 et les autres attaques sur les camps d'Achraf et de Liberty,
- La vente des biens des habitants par le sénateur Robert Torricelli qui est leur représentant légal,
- Je vous demande d'intervenir personnellement pour contraindre le gouvernement irakien à ne pas empêcher le processus de réinstallation des habitants du camp Liberty dans des pays tiers.

Paris : Les manifestants pour Liberty ne se fatiguent point

Le 18 janvier 2013 – Pour le 4ème samedi consécutif, une manifestation a été organisée aux Invalides devant le Ministère des affaires étrangères par les familles des résidents du camp Liberty et Iraniens de Paris, demandant une intervention française auprès des instances internationales sur le sujet.

Les manifestants portaient des photos des victimes, ainsi que des pancartes appelant à la libération des 7 otages enlevés le 1er septembre 2013 au camp d'Achraf. Ils demandent une enquête de l'ONU sur le massacre du 1er septembre 2013 et les autres attaques sur les camps d'Achraf et de Liberty.

